

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Commune de Biganos

52, avenue de la Libération

CS 80450

33380 Biganos

Tél. 05 56 03 94 50



**ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA
FOURNITURE DE DENRÉES ALIMENTAIRES PAR UNE
CENTRALE D'ACHAT OU DE RÉFÉRENCEMENT POUR LE
COMPTE DE LA CUISINE CENTRALE DE LA VILLE DE
BIGANOS (33380)**

N° de marché

2	0	2	5	-	0	3
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres

Le 17 novembre 2025 à 12h00

Règlement de la Consultation

**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-2,
R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

SOMMAIRE

Article 1 – Objet de la consultation

- 1.1. – Décomposition - Forme - Prestations supplémentaires éventuelles - Variantes.
 - 1.1.1 – Décomposition - Allotissement
 - 1.1.2 – Variantes
 - 1.1.3 – Forme
- 1.2 – Durée de l'accord-cadre

Article 2 – Organisation de la consultation

- 2.1 – Procédure de passation
- 2.2 – Modalités de financement
- 2.3 – Liste des documents constituant le dossier de consultation
- 2.4 – Modification de détail au dossier de consultation et délais limites de dépôt des questions
- 2.5 – Délais de validité des offres

Article 3 – Mode de dévolution - Forme juridique de l'attributaire

Article 4 – Conditions d'envoi et de remise des plis

- 4.1 – Retrait du dossier
- 4.2 – Conditions d'envoi et de remise des plis

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

- 5.1 – Pièces relatives à la candidature
- 5.2 – Pièces relatives à l'offre

Article 6 – Sélection des candidatures - Jugement des offres et attribution de l'accord-cadre

- 6.1 – Sélection des candidatures
- 6.2 – Jugement des offres
- 6.3 – Rectification et régularisation des offres
- 6.4 – Attribution de l'accord-cadre

Article 7 – Négociation

Article 8 – Renseignements complémentaires

Article 9 – Dispositions d'ordre général

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE DENRÉES ALIMENTAIRES PAR UNE CENTRALE D'ACHAT OU DE RÉFÉRENCIEMENT POUR LE COMPTE DE LA CUISINE CENTRALE DE LA VILLE DE BIGANOS (33380)</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Ville de Biganos - 52, avenue de la Libération - CS 80450 - 33380 Biganos</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur : https://demat-ampa.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>

Article 1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de denrées alimentaires par une centrale d'achat ou de référencement, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, pour le compte de la Cuisine centrale de la Ville de Biganos.

Les caractéristiques techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières n° 2025-03.

Cette procédure est lancée en application des articles L.2124-1, L2124-2 et R.2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un appel d'offres ouvert. Elle est menée dans le respect des principes de la commande publique et notamment de transparence, de libre accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats.

1.1. – Décomposition - Forme - Prestations supplémentaires éventuelles - Variantes.

1.1.1 – Décomposition - Allotissement

En application de l'article R2113-3 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti. En effet, l'objet de marché ne permet pas l'allotissement qui serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De la même façon, il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
Produits alimentaires, boissons, tabac et produits connexes (15000000-8)

1.1.2 – Variantes

Le prestataire remettra une offre répondant scrupuleusement aux spécifications du cahier des charges. Les variantes au sens de l'article R.2151-8 du Code de la Commande Publique sont refusées dans le cadre de cette consultation.

1.1.3 – Forme

Le présent contrat constitue un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, en application des articles R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique sans minimum, et pour un montant annuel maximal de commandes fixé à 350 000 € TTC. Les bons de commandes sont établis par référence au Bordereau des Prix Unitaires n° 2025-03.

1.2 – Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée d'un an.

Il pourra être reconduit expressément trois fois pour des périodes d'un an à chaque reconduction. La décision de reconduction ou de non-reconduction sera notifiée au titulaire au plus tard un mois avant le terme du marché en cours.

L'absence d'une telle notification dans ces délais vaut tacite reconduction pour une période maximale d'un an à compter du terme du marché en cours.

Le titulaire ne pourra refuser sa reconduction, conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché pourra être reconduit de façon anticipée dans le cas où le montant maximal annuel de commande serait atteint avant le terme du marché en cours.

Article 2 – Organisation de la consultation

2.1 – Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 – Modalités de financement

Le délai maximum de mandatement est fixé à trente jours à compter de la date de réception de la facture. Il sera financé sur le budget du Pouvoir Adjudicateur.

2.3 – Liste des documents constituant le dossier de consultation

Les documents transmis sont les suivants :

- > Le présent Règlement de Consultation (RC).
- > Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) n° 2025-03.
- > Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° 2025-03.
- > Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° 2025-03.

2.4 – Modification de détail au dossier de consultation et délais limites de dépôt des questions

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus devait être reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

La date limite pour envoyer une question au Pouvoir Adjudicateur est fixée à huit jours avant la date limite de réception des offres. Au-delà de cette limite, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas prendre en compte ces questions.

2.5 – Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 – Mode de dévolution - Forme juridique de l'attributaire

Le présent accord-cadre sera attribué à une entreprise ou à un groupement momentané d'entreprises.

En cas d'attribution à un groupement momentané d'entreprises, la forme du groupement est libre. Aucune forme de groupement n'est imposée par le Pouvoir Adjudicateur.

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences des articles R.2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique :

- Le groupement est conjoint lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être confiées dans le marché public.
- Le groupement est solidaire lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché public.

En cas de groupement conjoint, les membres qui le composent s'engagent à exécuter les prestations détaillées et précisées par les pièces du présent marché.

En cas d'attribution du marché public à un groupement conjoint et conformément à l'article R.2142-24 en son alinéa 2, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- 1°- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2°- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 4 – Conditions d'envoi et de remise des plis

4.1 – Retrait du dossier

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent télécharger un dossier de consultation en ligne à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible au format papier.

En cas de modification du dossier de consultation par le Pouvoir Adjudicateur avant la date limite de remise des offres, un message d'avertissement sera envoyé à l'adresse électronique communiquée par les candidats. Il incombe à ces derniers de vérifier très régulièrement les messages reçus à cette adresse.

Aucun candidat ne pourra se prévaloir d'avoir communiqué une adresse électronique erronée ou de ne pas avoir pris en considération, pour quelque raison que ce soit, un message régulièrement envoyé par le Pouvoir Adjudicateur.

4.2 – Conditions d'envoi et de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

L'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles auparavant exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis.

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.1 – Pièces relatives à la candidature

À l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent obligatoirement produire les éléments suivants :

- Une lettre de candidature (lettre simple ou imprimé DC1 dûment rempli). À défaut d'utiliser l'imprimé DC1, la lettre de candidature ou la déclaration d'intention de soumissionner établie sur papier libre devra préciser :
 - Le nom et l'adresse du candidat.
 - Le numéro de SIRET et le code APE de la société.
 - L'intention du candidat de se présenter seul ou en groupement ; le cas échéant, la désignation des membres du groupement et l'habilitation donnée au mandataire.
 - Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- Une déclaration du candidat (imprimé DC2) accompagnée des éléments suivants :
 - Les renseignements relatifs au nom commercial et à la dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation ainsi que ses différentes adresses postales et électroniques, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat.
 - Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat, tels qu'évoqués ci-après.
- Les renseignements concernant la situation juridique du candidat :
 - Copie des jugements prononcés en cas de situation de redressement judiciaire.
 - Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 52121 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance - Responsabilité civile pour les risques professionnels.
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
 - Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément aux articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Pouvoir Adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont en outre pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au Pouvoir Adjudicateur dans le cadre d'une précédente mise en concurrence et qui demeurent valables. Obligation leur est faite d'indiquer précisément les références de cette précédente consultation (objet et date de remise des offres). Le candidat ne pourra se prévaloir d'un quelconque manquement du Pouvoir Adjudicateur en cas d'insuffisance des informations transmises.

Dans le cas où un document ne peut être fourni du fait, par exemple, d'une création récente ; une note expliquant le cas de figure devra compléter le dossier de candidature comprenant notamment tous les documents attestant ces dires.

Un document unique de marché européen (DUME électronique ou imprimé), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique ;
- Des documents et renseignements demandés par le Pouvoir Adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Un modèle électronique du DUME (R. 2143-4 du Code de la commande publique) est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Seront exclues de fait les candidatures des personnes listées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique.

De même, le Pouvoir Adjudicateur pourra exclure les candidatures des personnes listées aux articles L.2141-7 à L.2141-10 dans les conditions énoncées à l'article L.2141-11 du même code.

En application de ces articles, seront exclues de la procédure de passation du marché public :

- Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou

persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;

- Les personnes soumises à l'article L. 225-102-4 du code du commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède la publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché :

- Les personnes soumises à l'article L.229-25 du Code de l'environnement qui ne satisfont pas à leur obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.
- Les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'exercer une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.
- Les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.
- Les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.
- Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Un opérateur économique ne peut faire l'objet d'une mesure d'exclusion de la procédure en application des dispositions énoncées ci-dessus qu'après avoir été mis à même par l'acheteur d'établir, dans un délai raisonnable et par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

Conformément à l'article L.113-13 du Code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est plus tenu de produire les pièces détaillées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique, notamment :

- > Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.
- > Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- > Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait DI ou un document équivalent.

L'acheteur prend directement en charge la recherche desdits documents et attestations en accédant à la base documentaire sur <https://api.gouv.fr>

Dans l'hypothèse où ces documents et attestations ne seraient pas présents dans la base documentaire api.gouv.fr, le soumissionnaire auquel il est envisagé de conclure le marché devra produire lesdits documents à la demande du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de groupement, le mandataire dûment habilité à représenter les membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur, doit produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

Le soumissionnaire ainsi retenu produit à la demande du Pouvoir Adjudicateur les pièces décrites ci-après :

- Les certificats (ou copies) délivrés en matière fiscale et sociale par les administrations et organismes compétents justifiant que le candidat a acquitté ses impôts, taxes, contributions et cotisations sociales exigibles. Il s'agit des certificats suivants :
 - Certificat attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondants à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée. Ce certificat est délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
 - Attestation prévue à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale datant de moins de six mois. Cette attestation est également délivrée pour les cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité décès dues par les travailleurs indépendants.
- Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.
- Un extrait K, Kbis, D ou équivalent, datant de moins de trois mois.
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du Code du travail délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, mentionnée à l'article L.5214-1 du même code.

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente. Les candidats établissent eux-mêmes des copies de ces certificats.

Le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur au candidat pour remettre ces documents est fixé à dix jours à compter de la date d'envoi de la demande. À défaut de production des pièces dans ce délai, le Pouvoir Adjudicateur peut déclarer la candidature irrecevable et attribuer le marché au soumissionnaire suivant dans le classement des offres et dans les mêmes conditions.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la Commande Publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

5.2 – Pièces relatives à l'offre

À l'appui de leur offre, les opérateurs économiques doivent obligatoirement produire les éléments suivants :

1. L'Acte d'Engagement rempli, daté

2. Le Bordereau des Prix Unitaires complété au format Excel fourni.

3. Un mémoire technique, accompagnés de tous documents s'y rapportant, permettant d'apprécier :

- Le module de gestion et suivi des commandes.
- Le module de gestion des menus, des stocks et de la traçabilité des produits.
- Les procédures concernant :
 - o La gestion des commandes : de la passation à la réception (accès à une Plateforme électronique de commande, etc.) à travers la mise à disposition d'une mercuriale.
 - o L'extraction de données démontrant la conformité aux exigences telles que définies dans la loi « EGalim ».
 - o L'extraction du fichier expert compatible avec la plateforme « Ma Cantine ».
 - o L'exportation des mercuriales au format Excel, facilitant la mise à jour des tarifs dans le logiciel métier du Pouvoir Adjudicateur.
 - o La validation des menus par une diététicienne diplômée.
 - o Les actions à mener en cas d'alerte sanitaire ou tout type d'événement lié à l'exécution du contrat.
 - o Les modalités et le suivi de facturation ainsi que le suivi des litiges éventuels.
- Le délai de réactivité et les solutions proposées en cas de difficulté, y compris technique, ayant pour conséquence de restreindre ou d'empêcher la passation des commandes par le moyen usuel (plateforme d'accès à la mercuriale/catalogues fournisseurs).
- La liste des fournisseurs et leur mode d'identification répondant aux objectifs communaux en matière d'acquisition de denrées alimentaires « durables et de qualité » ou issues de l'agriculture biologique et permettant d'apprécier leur diversité.;
- L'identification des filières d'approvisionnement des fournisseurs de produits « durables et de qualité » ou issus de l'agriculture biologique.
- Les fiches techniques ou éléments permettant d'apprécier la qualité des produits référencés au bordereau des prix unitaires.
- Le dispositif permettant au titulaire du marché de faire respecter les délais de livraisons de ses fournisseurs.

Cette liste n'est pas exhaustive, chaque candidat peut y apporter tout élément permettant au Pouvoir Adjudicateur d'apprécier sa capacité à garantir la bonne réalisation des prestations, objet de la présente consultation.

L'absence de l'une des pièces numérotées de 1 à 3 (ou renseignées de manière incomplète) caractérise une offre irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Article 6 – Sélection des candidatures - Jugement des offres et attribution de l'accord-cadre

6.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de dix jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 - Valeur technique au vu du mémoire technique	55%
2 - Prix des prestations	45%

Le mémoire technique permettra à la Commission de la Commande Publique de la Ville de Biganos d'apprécier le critère « 1 - Valeur technique au vu du mémoire technique » (sur 55 points) de l'offre conformément aux éléments ci-après :

- Système de passation des commandes (sur 35 points), dont :
 - Ergonomie de l'interface de la plateforme dans son ensemble (sur 8 points).
 - Lisibilité de la mercuriale avec identification rapide du moins-disant (sur 8 points).
 - Efficacité du moteur de recherche (sur 5 points).
 - Simplicité de validation de la commande avec introduction des références communales, des lieux et modalités de livraison et des contacts référents (sur 5 points).
 - Exportation de la mercuriale pour mise à jour de celle du logiciel métier (sur 5 points)
 - Édition de statistiques de commandes disponible à tout moment en ligne avec traçage des produits *Egalim* (sur 2 points).
 - Extraction « Ma Cantine » (sur 2 points).

Nota : La fourniture d'un compte test est obligatoire.

- Organisation du service clients (sur 10 points), dont :
 - Disponibilité téléphonique de l'assistance commerciale (sur 5 points).
 - Mise à disposition d'un référent commercial unique (sur 5 points).

- Application des normes Responsabilité Sociétale des Entreprises et références (sur 10 points), dont
 - Application des normes RSE (sur 5 points).
 - Références clients (sur 5 points).

Le critère « 2 - Prix des prestations » (sur 45 points) sera apprécié en fonction du BPU-DQE.

6.3 – Rectification et régularisation des offres

Le cas échéant, les erreurs purement matérielles constatées seront rectifiées et, pour le jugement, c'est l'offre ainsi rectifiée qui sera prise en considération.

À cet effet, et conformément à l'article R.2161-5 du Code de la Commande Publique, le Pouvoir Adjudicateur pourra demander au soumissionnaire de préciser son offre.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'autoriser les soumissionnaires à régulariser leur offre dans les conditions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

6.4 – Attribution de l'accord-cadre

L'offre la mieux classée sera retenue par la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Biganos conformément à l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 – Négociation

Conformément à l'article R.2161-5 du Code de la Commande Publique, aucune négociation ne pourra avoir lieu avec les soumissionnaires.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Les questions posées par les candidats sur les documents de la consultation font l'objet d'un envoi électronique via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> au plus tard sept jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé.

Article 9 – Dispositions d'ordre général

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Bordeaux
9, rue Tastet - BP 947
33063 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 38 00 - Télécopie 05 56 24 39 03
Greffe 05 56 99 38 00
greffe.ta-bordeaux@juradm.fr